



**MARCHES EN GROUPEMENT DE COMMANDES
LANCÉ PAR L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS (ONF)**

**MARCHE RELATIF A LA COUVERTURE SANTE ET PREVOYANCE DES
SALARIES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORETS ET DE CERTAINES FILIALES,
ET A LA COUVERTURE SANTE DES AGENTS PUBLICS DE L'OFFICE
NATIONAL DES FORETS**

Marché de services sociaux au sens de l'avis relatif aux contrats de la commande publique ayant pour objet des services sociaux, publié au JORF n° 00074 du 27 mars 2016, passé en procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et R. 2123-2 du Code de la commande publique.

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET
TECHNIQUES PARTICULIERES
(CCATP)**

MARCHE N° 2023-9245-002

Préambule - Contexte

Courant 2023, une négociation collective a été menée au sein de l'Office National des forêts (ONF) concernant l'institution, à compter du 1^{er} janvier 2025, de nouvelles couvertures collectives de protection sociale complémentaire au bénéfice des agents de droit public et des salariés de droit privé de l'ONF.

Plus précisément :

- ✓ **concernant les agents actifs et retraités de l'ONF et leurs ayants droit**, la négociation a porté sur la mise en place d'une couverture collective en matière de frais de santé, conformément aux dispositions de l'accord interministériel du 26 janvier 2022 et à celles du décret n° 2022-633 du 22 avril 2022 relatives protection sociale complémentaire en matière de couverture des frais de santé dans la fonction publique de l'Etat (PSC).

Au-delà du panier de soins minimum interministériel fixé par l'arrêté du 30 mai 2022, il a été décidé d'instituer trois niveaux de garanties surcomplémentaires optionnelles pouvant être souscrites par les bénéficiaires.

- ✓ **concernant les salariés de droit privé de l'ONF**, les régimes collectifs et obligatoires de frais de santé (dits « GFS ») et de prévoyance actuellement en vigueur ont été renégociés, compte tenu de l'arrivée à échéance des marchés relatifs aux contrats d'assurance souscrits par l'ONF à cet effet (y compris pour certaines filiales).

Objet de la consultation

Le présent marché est relatif à la couverture santé et prévoyance des salariés de l'Office national des forêts et de certaines filiales, et à la couverture santé des agents publics de l'Office national des forêts.

Le service d'assurance attendu est à fournir aux clauses et conditions fixées au présent document et aux annexes afférentes aux lots, incluant les clauses propres aux contrats d'assurance.

Présentation de l'ONF

Etablissement public placé sous la double tutelle du ministère chargé de l'Agriculture et du ministère de la Transition écologique et solidaire, l'ONF gère les forêts publiques françaises qui regroupent 1 300 forêts domaniales (propriété de l'État) et 15 600 forêts des collectivités.

Les territoires confiés à l'ONF couvrent près de 11 millions d'hectares de forêts, dont 6 millions dans les départements d'outre-mer et 4,7 millions en métropole.

- La gestion des forêts publiques permet de concilier trois objectifs indissociables : répondre aux besoins des hommes grâce à la production et à la récolte de bois, préserver l'environnement et accueillir le public. Elle s'appuie sur le Régime forestier qui apporte un cadre réglementaire et un ensemble de garanties pour préserver les forêts publiques sur le long terme tout en assurant le renouvellement des ressources en bois.
- Des services « sur mesure », dédiés à la valorisation et à l'entretien des espaces naturels, sont par ailleurs proposés aux collectivités et aux entreprises.
- L'Office réalise enfin des missions de service public pour le compte de l'État dans les domaines de la prévention et de la gestion des risques naturels : protection du littoral, restauration des terrains de montagne, défense des forêts contre les incendies.

De par ses compétences, son rôle économique et sa présence territoriale, l'ONF est un acteur clef de la transition écologique et énergétique.

L'Office participe activement à la lutte contre le changement climatique, le développement des énergies renouvelables (bois énergie), la préservation de la biodiversité, la prévention des risques naturels, tout en contribuant à l'approvisionnement de la filière bois. Chaque année, l'ONF fournit 40% du bois commercialisé en France.

L'ONF emploie près de 8500 personnes, réparties sur l'ensemble du territoire métropolitain et outre-mer. Pour en savoir plus : <https://www.onf.fr/onf/+1bc1::rapport-dactivite-2022-de-lonf.html>

Périmètre du marché - Identification des pouvoirs adjudicateurs (en groupement de commande à l'exception du lot 3 qui ne concerne que l'ONF)

OFFICE NATIONAL DES FORETS
2 bis, avenue du Général Leclerc
94700 Maisons-Alfort

ONF ENERGIE
2 bis avenue du Général Leclerc
94700 Maisons-Alfort

ONF Logistique
2 bis avenue du Général Leclerc
94700 Maisons-Alfort

ONF Agir pour la forêt
2 bis avenue du Général Leclerc
94700 Maisons-Alfort

Personne signataire du marché

La personne signataire du marché est Madame Valérie METRICH-HECQUET, directrice générale de l'Office national des forêts et mandataire du groupement.

SOMMAIRE

1	IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	6
1.1	POUVOIR ADJUDICATEUR	6
1.2	PERSONNE EN CHARGE DE L'EXECUTION DU MARCHE	6
1.3	PERSONNE HABILITEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS PREVUS AUX ARTICLES R.2191-60 ET R.2191-61 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE (NANTISSEMENTS OU CESSIONS DE CREANCES)	7
1.4	COMPTABLE PUBLIC ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS.....	7
2	PROCEDURE	7
2.1	MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE	7
2.2	CLASSIFICATION CPV.....	7
3	CARACTERISTIQUES DU MARCHE	8
3.1	FORME DU MARCHE	8
3.1.1	<i>Forme</i>	8
3.1.2	<i>Décomposition en lots</i>	8
3.1.3	<i>Décomposition en tranches</i>	8
3.1.4	<i>Prestations supplémentaires éventuelles et variantes</i>	9
3.1.5	<i>Modification du marché en cours d'exécution</i>	9
3.2	DUREE DU MARCHE	9
3.3	LIEU D'EXECUTION DU MARCHE	9
4	DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE.....	9
5	DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES.....	10
6	PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT.....	18
6.1	UNITE MONETAIRE.....	18
6.2	FORME ET CONTENU DES PRIX.....	18
6.3	VARIATION DES PRIX.....	19
6.4	MODALITES DE REGLEMENT DES COTISATIONS	19
6.4.1	<i>Modalités des appels de cotisations</i>	19
6.4.2	<i>Paieement des sous-traitants</i>	19
6.4.3	<i>Délais de paieement</i>	19
6.4.4	<i>Intérêts moratoires</i>	19
6.4.5	<i>Nantissement ou cession de créance</i>	19
7	SOUS-TRAITANCE	19
8	PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	20
8.1	PRECISIONS TERMINOLOGIQUES – DELEGUE A LA PROTECTION DES DONNEES.....	21
8.2	DESCRIPTION DU TRAITEMENT FAISANT L'OBJET DE LA SOUS-TRAITANCE DE DONNEES PERSONNELLES.....	21
8.3	OBLIGATIONS DES RESPONSABLES CONJOINT DU TRAITEMENT VIS-A-VIS DU TITULAIRE	21
8.4	OBLIGATIONS DU TITULAIRE DU MARCHE VIS-A-VIS DU GROUPEMENT D'ACHETEURS	22
8.5	SOUS-TRAITANCE (AU SENS DES DISPOSITIONS DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)	22
8.6	DROIT D'INFORMATION DES PERSONNES CONCERNEES PAR LE TRAITEMENT DE DONNEES.....	22
8.7	EXERCICE DU DROIT DES PERSONNES	22
8.8	NOTIFICATION DES VIOLATIONS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	22
8.9	MESURES DE SECURITE	23
8.10	SORT DES DONNEES	23
8.11	REGISTRE DES CATEGORIES D'ACTIVITES DE TRAITEMENT	23
9	OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	24
9.1	DISCRETION ET CONFIDENTIALITE.....	24
9.2	PROTECTION DE L'INFORMATION CONFIDENTIELLE	24
10	PROPRIETE INTELLECTUELLE	25
11	CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHE	26
11.1	ENGAGEMENT DU TITULAIRE	26
11.2	MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION	26
11.3	CLAUSE DE REEXAMEN, PRESTATIONS NON PREVUES.....	26

12	PENALITES	26
12.1	PENALITES LIEES A L'EXECUTION DES PRESTATIONS	26
12.2	PENALITES POUR NON-CONFORMITE DES FORMALITES RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE	27
12.3	MODALITES DE MISE EN ŒUVRE	27
13	DROIT, LANGUE.....	27
14	ASSURANCE	28
15	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL.....	28
15.1	TRAVAILLEURS ETRANGERS	28
15.2	TRAVAIL CLANDESTIN	28
15.3	TRAVAILLEURS D'APTITUDES PHYSIQUES RESTREINTES.....	28
16	PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR.....	28
17	RESILIATION DU MARCHE	29
18	DEROGATION AU CCAG.....	29

1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1 Pouvoir adjudicateur

Pour les lots 1 et 2 (santé et prévoyance des salariés), le marché est lancé en groupement de commandes avec les pouvoirs adjudicateurs suivants :

- Office National des Forêts, Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial, immatriculé sous le numéro SIREN 662 043 116 Créteil RCS, ayant son siège 2 bis, avenue du Général Leclerc, 94700 Maisons-Alfort, représenté par sa directrice Générale, Madame Valérie METRICH-HECQUET, coordinateur du groupement de commandes ;
- ONF Energie, Société par Actions Simplifiée au capital de 500 000 €, immatriculée au RCS de Créteil sous le numéro 489 573 048, dont le siège social est 2bis, avenue du Général Leclerc, CS 30042, 94704 Maisons-Alfort Cedex, représentée par Monsieur Jean-Baptiste SCHWEBEL, Directeur Général Délégué ;
- ONF Logistique, Société par Actions Simplifiée au capital de 300 000 €, immatriculée au RCS de Créteil sous le numéro 510 942 055, dont le siège social est 2bis, avenue du Général Leclerc, CS 30042, 94704 Maisons-Alfort Cedex, représentée par Madame Maryse BIGOT, Directrice Générale Déléguée ;
- ONF – Agir pour la forêt, Fonds de dotation régi par les articles 140 et 141 de la loi du 4 août 2008, immatriculée au RNA sous le numéro D7500167650017446 et ayant pour SIREN le numéro 879 935 336, dont le siège est 2bis, avenue du Général Leclerc, CS 30042, 94704 Maisons-Alfort Cedex, représenté par Madame Frédérique LECOMTE, Directrice du Fonds ;

Pour le lot 3 (santé des agents, retraités et ayants droit), le marché est lancé avec le pouvoir adjudicateur suivant :

- Office National des Forêts, Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial, immatriculé sous le numéro SIREN 662 043 116 Créteil RCS, ayant son siège 2 bis, avenue du Général Leclerc, 94700 Maisons-Alfort, représenté par sa directrice Générale, Madame Valérie METRICH-HECQUET.

1.2 Personne en charge de l'exécution du marché

La personne en charge de l'exécution du marché est :

Pour l'ONF :

Stéphanie LENOBLE
DRH – Chef du département Prévention
2 bis avenue du Général Leclerc
94700 Maisons-Alfort
Téléphone : 07.86.70.23.04
Courriel : stephanie.lenoble@onf.fr

Pour ONF Energie :

Jessica PHIRMIS
Responsable Administrative et Financière
2 bis avenue du Général Leclerc
94700 Maisons-Alfort
Téléphone : 01.40.19.78.19
Courriel : jessica.phirmis@onf.fr

Pour ONF Logistique :

Maryse BIGOT
Directrice Générale Déléguée
2 bis avenue du Général Leclerc

94700 Maisons-Alfort
Téléphone : 06.24.49.15.31
Courriel : maryse.bigot@onf.fr

Pour ONF Agir pour la forêt :

Frédérique LECOMTE
Directrice du Fonds
2 bis avenue du Général Leclerc
94700 Maisons-Alfort
Téléphone : 06.15.11.46.10
Courriel : frederique.lecomte@onf.fr

1.3 Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

La personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande est Monsieur Anthony MERCIER, chef du département achats et patrimoine au sein de la Direction économique et financière au siège de l'établissement :

Monsieur Anthony MERCIER
Direction économique et financière
Département achats et patrimoine
2 bis avenue du Général Leclerc – 94700 Maisons-Alfort
Téléphone : 01.40.19.58.71
Courriel : sg-p@onf.fr

1.4 Comptable public assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements auprès de qui doivent être faites toutes oppositions et significations est :

- pour l'ONF, Madame l'Agente Comptable Principal de l'ONF au siège de l'établissement
- pour les autres pouvoirs adjudicateurs, le service comptable.

2 PROCEDURE

2.1 Marché à procédure adaptée

Il s'agit d'un marché à procédure adaptée (MAPA) en raison de son objet (Marché de services sociaux au sens de l'avis relatif aux contrats de la commande publique ayant pour objet des services sociaux, publié au JORF n° 00074 du 27 mars 2016), passé en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et R. 2123-2 du Code de la commande publique.

2.2 Classification CPV

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

75300000-9	Services de sécurité sociale obligatoire (principal)
75310000-2	Services de prestations
75311000-9	Indemnités de maladie
75313000-3	Indemnités d'invalidité
75313100-4	Indemnités d'incapacité temporaire

3 CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

3.1 Forme du marché

3.1.1 **Forme**

Le marché est un marché ponctuel.

3.1.2 **Décomposition en lots**

Le marché fait l'objet d'une décomposition en lots juridiques, son objet permettant l'identification de lots distincts. Il est composé de 3 lots.

Lots	Désignation
Lot 1 :	Garanties collectives et obligatoires de frais de santé des salariés de l'ONF et des filiales ONF Energie, ONF Logistique, ONF Agir pour la forêt Ce lot comprend, pour chaque membre du groupement de commande : <ul style="list-style-type: none">- un contrat d'assurance collectif à adhésion obligatoire pour les salariés ; et facultative pour les ayants droit- un contrat d'assurance collectif à adhésion facultative pour les anciens salariés.
Lot 2 :	Garanties collectives et obligatoires de prévoyance « incapacité-invalidité-décès » des salariés de l'ONF et des filiales ONF Energie, ONF Logistique, ONF Agir pour la forêt Ce lot comprend, pour chaque membre du groupement de commande : <ul style="list-style-type: none">- un contrat d'assurance collectif à adhésion obligatoire pour les salariés.
Lot 3 :	Garanties collectives et obligatoires de frais de santé des agents actifs et retraités de l'ONF et de leurs ayants droit. Ce lot comprend : <ul style="list-style-type: none">- un contrat d'assurance collectif à adhésion obligatoire pour les agents actifs, couvrant les garanties prévues dans le cadre du panier de soin interministériel (tel que fixé par arrêté du 30 mai 2022) ;- un contrat d'assurance collectif à adhésion facultative pour les agents retraités de l'ONF, couvrant les garanties prévues dans le cadre du panier de soin interministériel (tel que fixé par arrêté du 30 mai 2022) ;- un contrat d'assurance collectif à adhésion facultative pour les ayants droit des agents actifs et retraités, couvrant les garanties prévues dans le cadre du panier de soin interministériel (tel que fixé par arrêté du 30 mai 2022) ;- un ou plusieurs contrats d'assurance collectif à adhésion facultative, couvrant trois niveaux de garanties surcomplémentaires auxquels les bénéficiaires susvisés pourront adhérer.

3.1.3 **Décomposition en tranches**

Il n'est pas prévu de découpage en tranches.

3.1.4 Prestations supplémentaires éventuelles et variantes

Les prestations supplémentaires éventuelles et variantes ne sont pas autorisées.

3.1.5 Modification du marché en cours d'exécution

Les dispositions du code de la commande publique sur les modifications des marchés s'appliquent (article R. 2194-1 et suivants du code de la commande publique).

Les événements suivants constituent des clauses de réexamen :

- les évolutions législatives et réglementaires sur la protection sociale complémentaire ;
- la révision des prix dès lors que le rapport sinistre à prime est déséquilibré ;
- la modification de l'accord collectif conclu avec les organisations syndicales.

3.2 Durée du marché

Le marché prend effet à compter du **1^{er} janvier 2025** pour une durée de quatre ans. Il est reconductible dans les mêmes termes deux fois un (1) an par tacite reconduction sans que sa durée totale ne puisse excéder six (6) ans.

En cas de non-reconduction :

- l'ONF annoncera sa décision au(x) titulaires par lettre recommandée avec accusé de réception, au plus tard deux (2) mois avant la date d'échéance précédant la reconduction (soit au plus tard le 31 octobre de l'année en cours) ;
- le titulaire notifiera sa décision à l'ONF par lettre recommandée avec accusé de réception, au plus tard six (6) mois avant la date d'échéance précédant la reconduction (soit au plus tard le 30 juin de l'année en cours).

La décision de non-reconduction n'est assortie d'aucune indemnité. La non-reconduction entraîne la non-reconduction des contrats collectifs à compter de leur propre date d'échéance.

La non reconduction s'opère de manière indépendante pour chacun des lots objets du présent marché.

3.3 Lieu d'exécution du marché

Les prestations objet du marché sont exécutées en France Métropolitaine, en Corse et dans les DROM.

4 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4-1 du CCAG-FCS, les documents contractuels constitutifs du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement du titulaire et son annexe (lot 3) ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCATP) et ses trois annexes ;
- le mémoire technique du titulaire ;
- les éventuels actes spéciaux de sous-traitance ;
- les contrats collectifs d'assurance objets du présent marché ;
- le CCAG applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par arrêté du 30 mars 2021, désigné ci-après CCAG-FCS.

A noter, le CCAG-FCS étant réputé connu par les opérateurs économiques, il n'est pas matériellement joint au dossier de consultation.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

5 DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES

Les populations et garanties à assurer, pour chacun des trois lots objets du présent marché, sont définies ci-après, pour chaque lot.

Lot 1 – Santé des salariés

1. LOT 1 - GARANTIES A TARIFIER

L'ensemble des salariés bénéficient d'un régime obligatoire, cofinancé par l'employeur.

Ils peuvent adhérer à une surcomplémentaire facultative, dont l'objectif est de diminuer le reste à charge en cas d'hospitalisation uniquement (surcomplémentaire non responsable).

Ils peuvent faire adhérer leurs ayants droit (conjoint, enfants à charge), à titre facultatif, à ces régimes.

Les garanties à tarifier, en annexe 1.1 (2 documents), correspondent aux garanties en vigueur depuis 2020, améliorées pour les actes suivants :

- Médecine douce : passage de 4 séances par an (50€ / séance) à 6 séances par an (50€ / séance)
- Implant dentaire : passage de 300€ / implant (max 3 implants / an) à 500€ / implant (max 3 implants / an)

Les tarifs fixés au 1^{er} janvier 2020, date de mise en place du régime harmonisé au sein de l'ONF, ont été inchangés jusqu'au 1^{er} janvier 2024. A effet du 1^{er} janvier 2024, une revalorisation de 8,1% a été effectuée sur les tarifs.

En annexe 1.2 (6 documents), sont indiqués les tarifs 2020-2023 et les tarifs 2024.

1.1 Modalités d'adhésion à la surcomplémentaire

L'affiliation au régime surcomplémentaire nécessite l'affiliation au régime de base.

Le salarié et ses éventuels ayants droit devront avoir le même niveau de garanties et devront adhérer ou résilier leur affiliation au régime surcomplémentaire en même temps.

Ultérieurement, la résiliation à la surcomplémentaire sera limitée pour éviter le « nomadisme ». Ainsi, le choix de la surcomplémentaire devra se faire au moment de la mise en place du régime ou à l'embauche puis :

- Le salarié pourra adhérer à la surcomplémentaire :
 - au premier jour du mois suivant la demande si elle est effectuée dans les 3 mois qui suivent un changement de situation de famille (mariage, naissance, PACS...);
 - au 1^{er} janvier de l'année qui suit la demande sous réserve qu'elle soit adressée avant le 30 septembre.
- En cas de renonciation ou de dénonciation par le salarié, celui-ci ne pourra demander son affiliation au régime facultatif qu'à partir du 1^{er} janvier de la 3^{ème} année suivant la renonciation ou la dénonciation.

2. LOT 1 - POPULATION A ASSURER

2.1 Actifs

Une démographie des salariés ONF au 31/12/2022 est décrite en annexe 1.3.

Sont considérés comme membre participant les salariés de droit privé inscrits aux effectifs de l'établissement public et de ses établissements rattachés et entreprises adhérentes, travaillant pour l'Office Nationale des Forêts, hormis pour les salariés dispensés d'affiliation, conformément aux dispenses applicables.

Sont considérés comme ayant droit du membre participant :

- Le conjoint non divorcé ni séparé judiciairement et bénéficiant d'un régime de Sécurité sociale.
Est assimilé au conjoint en l'absence de celui-ci, le partenaire lié par un Pacte civil de solidarité (PACS) ou, à défaut, le concubin répondant à la définition de l'article L515.8 du Code Civil, non marié ni lié par un PACS à un tiers, s'il bénéficie d'un régime de Sécurité sociale.
- Les enfants du salarié ou de son conjoint :
 - Jusqu'à leur 18^{ème} anniversaire s'ils sont à leur charge au sens de la Sécurité sociale
 - Jusqu'à leur 28^{ème} s'ils remplissent les conditions suivantes :
 - Suivre des études secondaires ou supérieures ou une formation en alternance
 - Être à la recherche d'un premier emploi, inscrit à Pôle Emploi et avoir terminé ses études depuis moins de 6 mois. Les enfants ayant suivi une formation en alternance et connaissant une période de chômage à l'issue de leur formation sont considérés comme primo-demandeurs d'emploi.

Les garanties cessent au 31 décembre de l'année au cours de laquelle les enfants atteignent leur 28^{ème} anniversaire.
- Les enfants quel que soit leur âge, s'ils perçoivent une des allocations pour adulte handicapé (loi du 30 juin 1975) sous réserve que cette allocation leur ait été attribuée avant leur 21^{ème} anniversaire.

L'adhésion au régime frais de santé est obligatoire pour l'ensemble des salariés de l'Office Nationale des Forêts.

Ont cependant la faculté de refuser d'y adhérer les salariés qui peuvent justifier des cas de dispenses de droit prévus par l'article D 911-2 du Code de la Sécurité sociale.

De plus, ont aussi la faculté de refuser d'adhérer au régime frais de santé et ce, quelle que soit leur date d'embauche :

- Le personnel bénéficiaire, titulaire d'un contrat d'une durée déterminée au moins égale à 12 mois, à condition de justifier, chaque année, par écrit, en produisant tous documents, d'une couverture individuelle souscrite par ailleurs pour le même type de garanties
- Le personnel bénéficiaire, titulaire d'un contrat d'une durée déterminée inférieure à 12 mois, même s'il ne bénéficie pas d'une couverture individuelle souscrite par ailleurs
- Le personnel bénéficiaire, à temps partiel, dont l'adhésion au présent régime le conduirait à s'acquitter d'une cotisation au moins égale à 10% de sa rémunération

En cas de rupture ou de cessation du contrat de travail, sauf en cas de rupture pour faute lourde, le maintien des garanties frais de santé est accordé au salarié, notamment dans les cas suivants :

- licenciement à titre individuel ou pour motif économique,
- rupture conventionnelle,
- fin de contrat à durée déterminée,
- démission pour motif légitime,
- rupture du contrat d'apprentissage ou de professionnalisation,
- rupture de la période d'essai à l'initiative de l'employeur.

Le maintien des droits prendra effet le lendemain de la date de cessation du contrat de travail du salarié.

Les garanties maintenues sont identiques à celles dont le salarié bénéficiait en tant qu'actif (au jour de la cessation de son contrat de travail). En cas de modification du contrat des salariés (actifs), les modifications de garanties s'appliquent à celui-ci. Le maintien des garanties s'applique aux éventuels ayants droit du salarié, dans les mêmes conditions que le salarié.

Le salarié conserve le bénéfice de ses garanties pendant une durée égale à celle de son dernier contrat de travail (ou de ses derniers contrats de travail lorsqu'ils sont consécutifs chez le même employeur), prise en compte en mois entier (arrondi le cas échéant au nombre supérieur), et pour une durée maximale ne pouvant excéder 12 mois.

Toute suspension des allocations chômage du salarié pour cause de maladie ou pour tout autre motif n'a pas pour effet de prolonger d'autant la période de maintien des droits.

Le maintien des garanties cesse, pour le salarié :

- à la date de cessation des droits ou du versement de l'indemnisation par l'assurance chômage,
- à la date de reprise d'une activité professionnelle,
- à la date de liquidation de la retraite par la Sécurité sociale,
- à l'issue de la durée maximale des droits à maintien et ce dans la limite de 12 mois,
- à la date d'effet de la résiliation du contrat souscrit par l'ancien employeur,
- en cas de décès.

Cette cessation des garanties s'applique également aux éventuels ayants droit du salarié.

En cas de suspension du contrat de travail avec maintien de salaire (quelle que soit la cause de la suspension du contrat de travail), les garanties sont maintenues dans les mêmes conditions que les salariés en activité. S'entend par « maintien de salaire », les cas suivants :

- Maintien de salaire total
- Maintien de salaire partiel
- Versement d'indemnités journalières versées au moins pour partie par l'employeur
- Versement d'un revenu de remplacement par l'employeur (y compris en cas d'activité partielle, activité partielle de longue durée ou de toute période de congé rémunéré par l'employeur)

En cas de suspension du contrat de travail sans maintien de salaire, les garanties sont suspendues. Sont ainsi visés, par exemple, les différents cas suivants :

- Congé sabbatique
- Congé parental d'éducation
- Congé pour création d'entreprise
- Ou tout autre motif de suspension du contrat de travail non rémunéré

La suspension des garanties intervient à la date de suspension du contrat de travail et s'achève dès la reprise effective du travail par l'intéressé.

Toutefois, les salariés pourront demander le maintien de la couverture, à titre individuel, durant la période de suspension, sous réserve du paiement de la totalité de la cotisation (part salariale + part patronale) due pour les salariés en activité.

Lorsque la suspension débute en cours de mois, la 1^{ère} cotisation due par le salarié au titre du maintien de garantie est celle du mois suivant.

Lorsque la suspension se termine en cours de mois par la reprise du travail, la dernière cotisation due par le salarié au titre du maintien de garantie est celle du mois précédent la fin de la suspension.

Par exception, les salariés en congé de solidarité et de soutien familial ayant demandé le maintien de leurs garanties continueront à bénéficier du financement patronal de la cotisation.

2.2 Sorties Loi EVIN

Le contrat ou la convention doit prévoir, sans condition de période probatoire ni d'examen ou de questionnaires médicaux, les modalités et les conditions tarifaires des nouveaux contrats ou conventions par lesquels l'organisme maintient cette couverture :

- aux anciens salariés bénéficiaires d'une rente d'incapacité ou d'invalidité, d'une pension de retraite ou, s'ils sont privés d'emploi, d'un revenu de remplacement, sans condition de durée, sous réserve que les intéressés en fassent la demande dans les six mois qui suivent la rupture de leur contrat de travail (ou la fin de leur période de portabilité) ;
- aux personnes garanties du chef de l'assuré décédé, pendant une durée minimale de douze mois à compter du décès, sous réserve que les intéressés en fassent la demande dans les six mois suivant le décès.

Plusieurs régimes sont en place pour les anciens salariés de l'ONF (3 dispositifs différents). Ils sont décrits en annexe 1.4. (4 documents).

Lot 2 – Prévoyance des salariés

3. LOT 2 - GARANTIES A TARIFER

Les salariés disposent d'un régime obligatoire cofinancé avec l'employeur, inchangé depuis 2014.

Le régime est décomposé en deux contrats d'assurance complémentaire, l'un couvrant les obligations dites de « mensualisation », l'autre couvrant le décès et les garanties complémentaires en cas d'arrêt de travail. Les contrats sont présentés en annexe 2.1. (2 documents)

Les garanties à tarifier pour 2025 sont inchangées, et devront respecter les obligations spécifiques induites par la CCR Alsace (en annexe 2.2), idéalement sans surcoût. (3 documents)

Les tarifs contractuels sont inchangés depuis 2019. A effet du 1^{er} janvier 2022, un taux d'appel de 80% a été mis en place. Les taux contractuels et d'appel sont présentés en annexe 2.3 (2 documents).

Les comptes 2022 sont présentés en annexes 2.4 (3 documents : compte par survenance, compte comptable, compte des contrats couvrant les bénéficiaires de cessations anticipées d'activité – groupe fermé).

4. LOT 2 - POPULATION A ASSURER

Une démographie des salariés ONF au 31/12/2022 est décrite en annexe 2.5.

Sont considérés comme membre participant les salariés de droit privé inscrit aux effectifs de l'établissement public et de ses établissements rattachés et entreprises adhérentes, travaillant pour l'Office Nationale des Forêts.

En cas de rupture ou de cessation du contrat de travail, sauf en cas de rupture pour faute lourde, le maintien des garanties prévoyance est accordé au salarié, notamment dans les cas suivants :

- licenciement à titre individuel ou pour motif économique,
- rupture conventionnelle,
- fin de contrat à durée déterminée,
- démission pour motif légitime,
- rupture du contrat d'apprentissage ou de professionnalisation,
- rupture de la période d'essai à l'initiative de l'employeur.

Le maintien des garanties prendra effet à compter de la date de cessation du contrat de travail du salarié.

Les garanties maintenues seront celles en vigueur chez le dernier employeur. Ainsi, toute révision du contrat postérieure à la cessation du contrat de travail du salarié lui sera applicable.

Les sommes versées au titre des garanties incapacité/invalidité au cours de la période de maintien des droits ne peuvent conduire le salarié à percevoir un montant supérieur à celui des allocations chômage qu'ils auraient perçues à la même période.

Le maintien des garanties est financé par un système de mutualisation intégré aux cotisations du contrat des salariés en activité, ce qui entraîne l'absence de cotisations au titre de périodes postérieures à la cessation du contrat de travail pour l'employeur et le salarié.

En cas de suspension du contrat de travail sans maintien de salaire, les garanties prévoyance sont suspendues. Sont ainsi visés, par exemple, les différents cas suivants :

- Congé sabbatique
- Congé parental d'éducation
- Congé pour création d'entreprise
- Ou tout autre motif de suspension du contrat de travail non rémunéré

La suspension des garanties intervient à la date de suspension du contrat de travail et s'achève dès la reprise effective du travail par l'intéressé.

Toutefois, les salariés pourront demander le maintien de la couverture décès (uniquement), à titre individuel, durant la période de suspension, sous réserve du paiement de la totalité de la cotisation (part salariale + part patronale) due pour les salariés en activité.

Le futur organisme assureur reprendra également l'assurance décès des bénéficiaires des dispositifs de cessation anticipée d'activité, assurés au titre des contrats L706 et L052 (groupe fermé).

Lot 3 – Santé des agents

5. LOT 3 - POPULATION A ASSURER

5.1 Bénéficiaires actifs

L'adhésion des bénéficiaires actifs au régime collectif de frais de santé est obligatoire sans condition d'ancienneté de service.

Les bénéficiaires actifs sont, en vertu de l'article 2 du décret du 22 avril 2022, les agents employés et rémunérés par l'ONF, c'est-à-dire :

- a. Les agents fonctionnaires civils de l'Etat ;
- b. Les agents contractuels de droit public ;

Conservent la qualité de « bénéficiaires actifs », les agents placés dans l'une des situations suivantes :

- c. Disponibilité pour raison de santé, congé sans rémunération pour raison de santé ou congé sans salaire pour raison de santé, de maternité ou lié aux charges parentales (congés d'adoption, congé de paternité)
- d. En congé parental
- e. En congé de présence parentale, congé de proche aidant, congé de solidarité familiale
- f. En congé de formation professionnelle

Une démographie des agents actifs au 31/12/2022 est présente en annexe 3.1.

5.2 Bénéficiaires ayants droit

L'adhésion des bénéficiaires ayants droit aux garanties couvertes par le contrat souscrit par l'ONF pour la catégorie des « bénéficiaires ayants droit » est facultative.

Les bénéficiaires ayants droit sont, en vertu de l'article 5 du décret du 22 avril 2022 :

- ✓ Le conjoint non séparé de corps dans les conditions prévues à l'article 296 du code civil, d'un bénéficiaire actif ou d'un bénéficiaire retraité ;
- ✓ La personne liée par un PACS à un bénéficiaire actif ou à un bénéficiaire retraité ;
- ✓ La personne vivant en concubinage avec un bénéficiaire actif ou un bénéficiaire retraité dans les conditions prévues à l'article 515-8 du code civil ;
- ✓ L'enfant ou petit-enfant d'un bénéficiaire actif ou d'un bénéficiaire retraité, ou de leur conjoint ou d'une personne liée à eux par un PACS ou vivant en concubinage avec eux, ou l'enfant confié par décision de justice aux mêmes personnes, à leur charge au sens de l'article L. 196 du code général des impôts et ne bénéficiant pas d'un autre régime ou dispositif de protection sociale complémentaire au titre de leur activité professionnelle, et qui est :
 - Agé de moins de 21 ans ;
 - Agé de moins de 25 ans, s'il justifie de la poursuite de ses études, est en contrat d'apprentissage ou est demandeur d'emploi au sens de l'article L. 5411-1 du code du travail ;
 - Reconnu handicapé par la commission mentionnée à l'article L. 241-5 du code de l'action sociale et des familles, quel que soit son âge.

Ces bénéficiaires peuvent adhérer à tout moment au contrat collectif souscrit par l'employeur du bénéficiaire actif ou par le dernier employeur du bénéficiaire retraité dont il est ayant droit.

Le conjoint survivant et l'orphelin du bénéficiaire actif ou retraité décédé, titulaire d'une pension de réversion ou d'orphelin peuvent conserver à leur demande, la qualité de bénéficiaire ayant droit après le décès du titulaire du contrat collectif. Leur demande d'adhésion est formulée dans le délai d'un an à compter du décès.

Les bénéficiaires « ayants droit » n'ont pas vocation à recevoir une participation financière de l'employeur public.

Conformément à l'article 3 du décret du 22 avril 2022 relatif au caractère collectif et obligatoire des garanties complémentaires frais de santé, il est admis que certains agents peuvent choisir de ne pas être affiliés, dès lors qu'ils en font la demande et qu'ils justifient de leur situation. Ainsi l'obligation d'adhérer au contrat collectif, ne s'applique pas à l'agent qui justifie :

1. Être bénéficiaire de la couverture complémentaire mentionnée à l'article L. 861- 3 du code de la Sécurité sociale. Cette dispense est possible jusqu'à la date à laquelle les agents cessent de bénéficier de cette couverture.

2. Être couvert par un contrat individuel pour la couverture des frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident, à la date d'entrée en vigueur du premier contrat collectif sélectionné par son employeur ou à la date de sa prise de fonctions, si elle est postérieure. Cette dispense est possible jusqu'à la date d'échéance du contrat individuel, dans la limite de douze mois.
3. Avoir conclu un contrat de travail à durée déterminée, à la condition qu'il bénéficie d'une couverture individuelle des frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident.
4. Être bénéficiaire, pour les frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident, y compris en tant qu'ayant droit, de l'un des dispositifs suivants :
 - a. Couverture collective à adhésion obligatoire mise en place soit par voie de conventions ou d'accords collectifs, soit à la suite de la ratification à la majorité des intéressés d'un projet d'accord proposé par l'employeur, soit par une décision unilatérale constatée dans un écrit remis à chaque intéressé (prévu à l'article L. 911-1 du Code de la Sécurité sociale).
 - b. Couverture individuelle appelée « chèque santé » ou « versement santé » prévue au I de l'article L. 911-7-1 du Code de la Sécurité sociale.
 - c. Régime complémentaire d'assurance maladie des industries électriques et gazières prévu par le décret n° 46-1541 du 22 juin 1946 approuvant le statut national du personnel des industries électriques et gazières.
 - d. Couverture collective dans la fonction publique territoriale ou hospitalière en application de l'article L. 827-2 du Code Général de la Fonction Publique (CGFP). Un agent dispense de l'obligation d'adhérer peut, à tout moment, renoncer à sa dispense et demander à adhérer au contrat. Dans ce cas, aucune majoration de cotisation ne peut lui être appliquée.

Conformément à l'article 26 du décret du 22 avril 2022, en cas de cessation du contrat de travail ouvrant droit à la prise en charge par le régime d'assurance chômage, les anciens agents non retraités peuvent continuer à bénéficier du présent régime à titre gratuit, sans contrepartie de cotisations.

Le maintien des garanties est applicable à compter du lendemain de la cessation du contrat de travail et pendant une durée égale à la période d'indemnisation du chômage, dans la limite de la durée du dernier contrat de travail ou, le cas échéant, des derniers contrats de travail lorsqu'ils sont consécutifs, sans période d'interruption de plus de deux mois avec le même employeur, et sans qu'elle ne puisse excéder douze mois.

Les ayants droit de ces anciens agents non retraités continuent de bénéficier du maintien de leur adhésion au contrat collectif dans les mêmes conditions. Ils n'acquittent pas de cotisations.

Les administrations des membres du groupement de commandes se chargeront de signaler le maintien de ces garanties dans le certificat de travail (ou, à tout le moins, la notification de la cessation des fonctions ou du contrat de travail) et informeront l'organisme de protection sociale de la date de fin des fonctions (ou du contrat de travail) mentionnée.

6. LOT 3 - GARANTIES A TARIFER

6.1 Panier de soins interministériel

Les garanties du régime collectif obligatoire complémentaire frais de santé des bénéficiaires actifs, appelées aussi « panier de soins minimum interministériel », sont celles figurant dans l'Annexe II de l'arrêté du 30 mai 2022.

Ces prestations sont supérieures aux garanties minimales définies au II de l'article L. 911-7 du code de la sécurité sociale.

Les bénéficiaires retraités et les ayants droit de bénéficiaires actifs et retraités peuvent adhérer à titre facultatif à la couverture collective et bénéficient de garanties identiques à celles des bénéficiaires actifs.

6.2 Garanties optionnelles

Au-delà du panier de soins minimum interministériel, 3 niveaux de garanties optionnelles peuvent être souscrites par les bénéficiaires. L'adhésion aux garanties optionnelles est facultative.

Les garanties optionnelles à tarifier sont présentées en annexe 3.2 (1 document).

6.3 Modalités d'adhésion aux options

L'affiliation à une option nécessite l'affiliation au régime de base obligatoire.

L'agent et ses éventuels ayants droit devront avoir le même niveau de garanties et devront adhérer ou résilier leur affiliation à l'option en même temps.

Le choix d'une option devra se faire au moment de la mise en place du régime ou à l'entrée dans le régime puis :

- L'agent pourra adhérer à une option :
 - au premier jour du mois suivant la demande si elle est effectuée dans les 3 mois qui suivent un changement de situation de famille (mariage, naissance, PACS...);
 - au 1^{er} janvier de l'année qui suit la demande sous réserve qu'elle soit adressée avant le 30 septembre.
- L'agent pourra résilier son affiliation et celle de ses ayants droit à une option (pour rejoindre le socle obligatoire ou une option de niveau inférieur), en cours d'année à l'issue d'une année de souscription, conformément à l'article 6 de la loi n°2019-733 du 14 juillet 2019.
- En cas de renonciation ou de dénonciation par l'agent, celui-ci ne pourra demander son affiliation ultérieure à une option de niveau supérieur qu'à partir du 1^{er} janvier de la 3^{ème} année suivant la renonciation ou la dénonciation.

6.4 Couverture pour les retraités

Bénéficiaires retraités

L'adhésion des bénéficiaires retraités aux garanties couvertes par le contrat souscrit par l'ONF pour la catégorie des « bénéficiaires retraités » est facultative.

Les bénéficiaires retraités sont, en vertu de l'article 4 du décret du 22 avril 2022 précité, les agents ayant la qualité de bénéficiaires actifs à la date de leur cessation d'activité pour admission à la retraite et qui sont titulaires :

- ✓ D'une pension de retraite de droit direct relevant du régime du code des pensions civiles et militaires de retraite ;
- ✓ Du régime de l'institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques mentionné à l'article L. 921-2-1 du code de sécurité sociale ;
- ✓ Du régime institué par l'accord interprofessionnel du 17 novembre 2017 instituant le régime AGIRC-ARRCO de retraite complémentaire.

La demande d'adhésion de ces agents est formulée dans un délai d'un an suivant la cessation d'activité.

Le bénéficiaire retraité qui, après la liquidation de sa pension de retraite, exerce une activité rémunérée permettant d'obtenir un droit à pension, perd définitivement cette qualité et ne peut donc plus l'acquérir à nouveau.

L'ancien agent public de l'Etat qui, à la date de souscription par l'ONF d'un premier contrat collectif pour les bénéficiaires retraités, a cessé son activité pour être admis à la retraite et aurait rempli les conditions définies supra si le contrat avait été souscrit à la date de son admission à la retraite peut adhérer à ce contrat collectif en qualité de bénéficiaire retraité dans le délai d'un an à compter de la date à laquelle il est informé de l'entrée en vigueur du contrat et de la possibilité d'y adhérer.

Conformément à l'ordonnance du 17 février 2021, les bénéficiaires retraités ne reçoivent pas de participation financière de l'employeur public.

Fonds d'aide aux retraités

Un fonds d'aide à destination des bénéficiaires retraités sera créé auprès du régime de base et piloté par la CPPS (Commission Paritaire de Pilotage et de Suivi).

Il sera alimenté par la collecte, par le soumissionnaire, d'une cotisation additionnelle fixée à 2% des cotisations hors taxes acquittées par l'ensemble des bénéficiaires des garanties relatives au « panier de soins interministériel »).

L'objectif de ce fonds est de prendre en charge une partie de la cotisation des retraités. L'octroi de cette aide tient compte des ressources du bénéficiaire retraité.

Les modalités de mise en œuvre de cette aide sont déterminées par la CPPS et pourront évoluer chaque année.

Les bénéficiaires de ce fonds s'acquittent d'une cotisation réduite, le complément étant prélevé par le soumissionnaire sur le fonds, dans la limite de son montant.

En cas de résiliation le solde du fonds est intégralement transféré au nouvel assureur éventuel.

6 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

6.1 Unité monétaire

L'unité monétaire du marché est l'euro.

6.2 Forme et contenu des prix

Le marché est un marché à prix forfaitaires.

Les prix proposés sont, selon les lots, des prix forfaitaires mensuel ou des taux de cotisation, par catégorie de bénéficiaire.

Les prix sont détaillés dans l'acte d'engagement, pour chaque lot, ou son annexe pour le lot3.

6.3 Variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois MO correspondant à la date de remise de l'offre finale par le titulaire.

Les prix sont fermes sur la première année d'exécution du marché.

Sauf engagement pris par le Titulaire au sein de son mémoire technique à garantir le maintien des cotisations dans son offre, les prix sont ensuite révisés une fois par an à la date anniversaire du marché, selon les dispositions prévues dans le mémoire technique du titulaire.

Les annexes techniques prévoient la possibilité pour le futur attributaire de prévoir une garantie de maintien des cotisations, dans son offre, au-delà de la première année de marché.

Le titulaire propose à l'acheteur, au moins 3 mois avant la date anniversaire du marché, une proposition de révision des prix par lettre postale avec accusé de réception. Cette proposition devra avoir pour objectif le maintien d'un régime équilibré, l'ensemble des paramètres retenus pour justifier le montant de cotisation proposé devant être argumentés et justifiés.

La proposition du titulaire pourra faire l'objet d'une négociation entre les parties.

L'acheteur dispose d'un mois, à réception de la lettre postale, pour agréer ou refuser la proposition du titulaire. Passé ce délai, son silence vaut acceptation des nouveaux tarifs.

En l'absence de communication de demande de révision des prix par le titulaire dans le délai précédemment indiqué, les prix de la période en cours continueront d'être appliqués.

6.4 Modalités de règlement des cotisations

6.4.1 Modalités des appels de cotisations

Les cotisations relatives à la couverture des salariés ou des agents seront versées, trimestriellement, à terme échu, par l'employeur.

Les cotisations relatives aux couvertures facultatives (ayants droit, retraités) seront versées, mensuellement, à terme d'avance, par les bénéficiaires.

6.4.2 Paiement des sous-traitants

Sans objet.

6.4.3 Délais de paiement

Sans objet.

6.4.4 Intérêts moratoires

Sans objet.

6.4.5 Nantissement ou cession de créance

Sans objet.

7 SOUS-TRAITANCE

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent.

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-2 du code de la commande publique, il appartient au sous-traitant qui, le cas échéant, fait appel à un sous-traitant de second rang, de faire accepter et agréer les conditions de paiement de ce sous-traitant de second rang par l'acheteur.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le sous-traitant de premier rang doit présenter son sous-traitant par le biais d'un acte spécial de sous-traitance. Il peut utiliser le formulaire DC4 ou équivalent, sous réserve de son adaptation par le sous-traitant de premier rang.

Le formulaire adapté doit être signé par le titulaire, le sous-traitant de premier rang et le sous-traitant de second rang avant sa transmission à l'acheteur (centre récépissé ou lettre recommandée).

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant de second rang et agréer ses conditions de paiement. Le silence de l'acheteur garde pendant 21 jours à compter de la réception de l'acte spécial de sous-traitance vaut acceptation du sous-traitant de second rang et agrément des conditions de paiement.

Le sous-traitant de premier rang ne peut confier au sous-traitant de second rang la totalité des prestations dont il a la charge.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande.

A défaut de l'avoir produit, le titulaire encourt une pénalité en application des modalités prévues par le CCAG de référence.

8 PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

La création et le traitement de données personnelles sont soumis à des obligations destinées à protéger la vie privée et les libertés individuelles des personnes physiques, conformément aux dispositions communautaires et nationales.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter le cadre juridique en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel.

Le présent article rappelle les obligations légales et réglementaires des parties définies dans le règlement européen général sur la protection des données (RGPD) du 27 avril 2016, ainsi que dans l'ordonnance n°2018-1125 du 12 décembre 2018 sur la protection des données personnelles modifiant la loi Informatique et Libertés de 1978, et son décret d'application n°2018-687 du 1er août 2018.

8.1 Précisions terminologiques – Délégué à la protection des données

Dans le cadre de ce marché, chaque membre du groupement d'acheteur est « responsable conjoint du traitement » au sens de l'article 4.7 du RGPD.

Le titulaire du marché est le « sous-traitant » au sens de l'article 4.8 du RGPD.

Un éventuel « sous-traitant » du titulaire au sens du code de la commande publique est appelé le « sous-traitant ultérieur » au sens de l'article 28.2 du RGPD.

- Au sein de l'ONF, le délégué à la protection des données personnelles est le chef du Département juridique (dpo@onf.fr).
- Pour ONF Energie, la déléguée à la protection des données personnelles est la responsable Administrative et Financière, jessica.phirmis@onf.fr.
- Pour ONF Logistique, la déléguée à la protection des données personnelles est la Directrice Générale Déléguée, maryse.bigot@onf.fr
- Pour ONF Agir pour la forêt, la déléguée à la protection des données personnelles est la Directrice du Fonds, frederique.lecomte@onf.fr

Dès la notification du marché, le titulaire du marché communique le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données à la personne en charge de l'exécution et du suivi du présent marché.

8.2 Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance de données personnelles

Pour l'exécution du présent marché, le groupement d'acheteur met à la disposition du titulaire les informations à caractère personnel suivantes :

Les données personnelles sont celles utilisées pour la création / l'utilisation des comptes utilisateurs et d'administration de SAP.

En outre, pour l'exécution du présent marché, le titulaire s'engage à effectuer, pour le compte du responsable de traitement, les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après :

Nature et finalité des traitements	- Traitements liés à la fourniture des services prévus au contrat principal
Type de données à caractère personnel	- Données nécessaires à la création des comptes utilisateurs, par exemple, les nom, prénoms, numéro d'identification, adresse email, etc...
Catégorie de personnes concernées	- Les personnels fonctionnaires et salariés, actifs et retraités ainsi que leurs ayants droit, des membres du groupement de commandes du présent marché
Durée des traitements correspondant à la durée au-delà de laquelle les données sont effacées par le titulaire du marché au titre du « droit à l'oubli »	- Durée du marché public

8.3 Obligations des responsables conjoint du traitement vis-à-vis du titulaire

Les responsables conjoints du traitement s'engagent à :

1. fournir au titulaire du marché la description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance de données personnelles ;
2. documenter par écrit toute prescription concernant le traitement des données par le titulaire ;

3. veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire ;

8.4 Obligations du titulaire du marché vis-à-vis du groupement d'acheteurs

Le titulaire du marché, s'engage à :

1. traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) et conformément aux prescriptions prévues au marché ;
2. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du marché ;
3. veiller à ce que les préposés et ayants-droits autorisés à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale ou contractuelle appropriée de confidentialité ;
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
4. prendre en compte dès la conception de ses outils, produits, applications ou services, le principe de protection des données et le principe de protection des données par défaut.

8.5 Sous-traitance (au sens des dispositions du code de la commande publique)

Lorsque le titulaire du marché fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement de données spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'ONF, de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement de sous-traitants.

Dans le formulaire de déclaration de sous-traitance DC-4, figure notamment une rubrique relative à la sous-traitance de traitement de données à caractère personnel. Elle doit être remplie lorsque le sous-traitant se voit confier le traitement de données à caractère personnel et doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et la durée de validité du contrat de sous-traitance.

Il appartient au titulaire du marché de cocher les deux cases déclaratives (de manière cumulative) qui ont pour but de lui rappeler qu'il lui appartient de s'assurer, d'une part, que son sous-traitant présente des garanties suffisantes pour la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles propres à assurer la protection des données personnelles et d'autre part, que, le sous-traité intègre les clauses obligatoires prévues par l'article 28 du RGPD. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

8.6 Droit d'information des personnes concernées par le traitement de données

Au moment de la collecte des données, chaque membre du groupement d'acheteur se charge de fournir, à ses propres personnels et leurs ayant-droit concernées par les opérations de traitement, l'information relative aux traitements de données qu'il réalise.

8.7 Exercice du droit des personnes

Le titulaire du marché doit répondre, au nom et pour le compte de l'ONF, dans les délais prévus par le RGPD, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la sous-traitance des données prévues par le présent contrat.

8.8 Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'ONF, par courriel à la personne en charge de l'exécution du présent marché et au déléguer à la protection des données - dpo@onf.fr -, toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris connaissance.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'ONF, ou au membre du groupement d'acheteur concerné, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (CNIL). Dans la mesure où il n'est pas possible au titulaire de fournir toutes ces informations en même temps, elles peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Cette notification contient notamment les informations suivantes :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le titulaire propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

En outre, le titulaire du marché public s'engage à apporter son aide à l'ONF, pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

- Pour ONF Energie, le délégué à la protection des données personnelles est le Directeur Général Délégué, dpo-onfe@onf.fr.
- Pour ONF Logistique, la déléguée à la protection des données personnelles est la Directrice Générale Déléguée, dpo-onfl@onf.fr.
- Pour ONF Agir pour la forêt, la déléguée à la protection des données personnelles est la Directrice du Fonds, dpo@onf-agirpouurlaforet.fr

8.9 Mesures de sécurité

Le titulaire du marché s'engage à indiquer et mettre en œuvre les mesures de sécurité visant à garantir la protection des données à caractère personnel qui lui sont communiquées.

8.10 Sort des données

Au terme de l'exécution du présent marché, le titulaire s'engage à renvoyer les données à caractère personnel à la personne désignée par l'ONF ou, à défaut, à l'ONF.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois terminées, il devra justifier par écrit de ces opérations de destruction à l'ONF.

8.11 Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire du marché déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- le nom et les coordonnées de l'ONF et des membres du groupement d'acheteurs, responsables conjoints de traitement, pour le compte desquels il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, des délégués à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du RGPD, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris, entre autres et selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;

- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement

Le titulaire s'engage à mettre à la disposition des responsables conjoints de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par les responsables conjoints du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Conformément aux dispositions 5.2.3 et 41 du CCAG FCS, le marché peut être résilié pour faute du titulaire par l'acheteur en cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection ou à la sécurité des données à caractère personnel.

9 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

9.1 Discretion et confidentialité

Pour chacun des lots, le Titulaire, à l'occasion de l'exécution du présent marché, se doit de respecter une obligation de confidentialité à l'égard de toute personne extérieure à l'ONF pour toute prestation qui lui est confiée.

L'expression "Information Confidentielle" signifie toute information ou donnée d'ordre technique, liée ou non à un droit de propriété intellectuelle et/ou industrielle quelconque et relative (entièrement ou en partie) au présent marché, ainsi que toute information ou donnée d'ordre financier, juridique, opérationnel, commercial ou administratif, à laquelle le titulaire a eu accès à l'occasion de sa mission ou qui lui a été communiquée par l'ONF, incluant (sans que cette liste soit limitative) tous plans, dessins, photographies, circuits, calculs, mesures, procédés, ou, plus généralement, tous moyens de communication des Informations Confidentielles.

La notion d'Information Confidentielle couvre notamment mais non exclusivement :

- Toutes données à caractère personnel au sens de l'article 1er de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel ;
- Le contenu, le contenant et le fonctionnement des bases de données, dont l'ONF est propriétaire, en son état actuel, mais également en son état à venir ;
- Toutes les informations chiffrées et données statistiques de prévisions concernant l'ONF ;
- Toutes données de type commercial ;
- De manière plus générale, tout document sur lequel sera apposée la mention « confidentiel » en vertu du présent marché public.

9.2 Protection de l'information confidentielle

Le titulaire prend toutes mesures particulières à la protection des Informations Confidentielles et des supports de ces informations, quelle qu'en soit la nature ou la forme. Notamment, le titulaire :

- s'interdit toute communication écrite ou verbale, la publication, la remise et, de manière générale, la divulgation sous quelque forme que ce soit de ces informations et leurs supports à des tiers au marché, ou à d'autres fins que celles spécifiées par le ce même marché, et ce, sans autorisation écrite et préalable de l'ONF ;
- conserve strictement confidentielles les informations et en conséquence s'engage à ne pas révéler directement ou indirectement l'existence de l'accès consenti aux Informations ;
- s'interdit d'utiliser ces informations et leurs supports en dehors de ce marché, d'en faire un usage commercial et de les communiquer à des tiers à titre gracieux ou onéreux sans l'accord écrit et préalable de l'ONF ;
- prend toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des Informations Confidentielles, et ce, notamment afin d'empêcher qu'elles ne soient modifiées, déformées, endommagées ou détruites de manière accidentelle ou frauduleuse ;
- s'interdit de réaliser des développements et/ou d'adaptations ultérieurs de tout ou partie des informations et de leurs supports sans l'accord écrit préalable de l'ONF ;
- assure une étanchéité absolue entre les Informations Confidentielles et toute autre donnée ou information dont il pourrait assurer le stockage ou qu'il pourrait traiter pour son propre compte ou pour le compte de tiers ;
- avertir immédiatement par écrit l'ONF de tout élément pouvant laisser présumer une violation des obligations découlant du présent article ;
- ne communique les Informations Confidentielles qu'aux seules personnes physiques ou morales (son personnel, ses cotraitants ou ses sous-traitants) qui auraient directement besoin de les connaître pour la réalisation des prestations en lien direct avec la réalisation du marché ;
- adopte toute mesure propre à faire respecter les stipulations du présent marché par toute personne physique ou morale appelée par le titulaire à participer à la réalisation du projet.

Les obligations résultant du présent article ne s'appliquent pas si le titulaire apporte la preuve que l'information dont il est destinataire, au moment de sa communication, est déjà en sa possession ou tombée dans le domaine public. Elles cessent si le titulaire apporte la preuve que, depuis sa communication, cette information a été reçue par lui, d'un tiers, licitement et sans faire l'objet d'une obligation de discrétion ou de confidentialité, ou est devenue accessible au public autrement que par violation des stipulations du présent article.

Le titulaire assume la responsabilité de la violation de l'obligation de confidentialité, que cette violation soit de son propre fait ou de l'un de ses préposés ou de toute personne physique ou morale appelée par elle à participer à l'exécution d'une prestation en rapport avec le présent marché.

10 PROPRIETE INTELLECTUELLE

L'ONF est seul titulaire des droits sur les documents, les données et les informations et fichiers qui pourraient être communiqués au titulaire pour les besoins des marchés auquel ce dernier pourrait avoir accès. À la stricte fin de permettre au titulaire d'effectuer les prestations objets du marché, l'ONF lui concède le droit d'utilisation, de copie et de modification, dans la limite de la durée du marché et pour les besoins uniques des prestations et sur l'infrastructure matérielle du titulaire ou de l'ONF.

11 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHÉ

11.1 Engagement du titulaire

Le titulaire, pour assurer l'exécution des prestations, objet du présent marché, met à disposition de l'ONF et les filiales une personne ou plusieurs personnes désignées, qui sont de manière permanente les interlocuteurs privilégiés de l'ONF et les filiales.

11.2 Modifications en cours d'exécution

Pendant l'exécution du marché, l'ONF ou les filiales peuvent prescrire au titulaire des modifications relatives aux prestations ou accepter les modifications qui lui seraient proposées par le titulaire.

La décision de l'ONF est notifiée par écrit au titulaire qui, faute de réserves formulées dans un délai de 15 jours, est réputée l'avoir acceptée.

11.3 Clause de réexamen, prestations non prévues

Si des évolutions de nature à modifier les modalités d'exécution ou les prix des prestations objet du présent marché devaient intervenir, les parties pourront convenir d'un réexamen par voie d'avenant des nouvelles conditions d'exécution financières et/ou opérationnelles du présent marché.

L'avenant issu de ce réexamen devra respecter les conditions posées par les articles L.2194-1 et s., et les articles R.2194-1 et s. du code de la commande publique.

12 PENALITES

12.1 Pénalités liées à l'exécution des prestations

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité, dans les conditions suivantes :

Tous lots :

Les engagements d'assurance et de pilotage sont définis comme suit :

- Engagements d'assurance
 - respect de la qualité des fichiers et du calendrier de remise des résultats annuels de l'exercice N
 - respect de la qualité des fichiers et des délais de remise de pièces contractuelles (Date de remise des pièces contractuelles souhaitée = date de la demande formalisée complète + 1 mois)
- Engagements liés au pilotage technique du risque
 - respect du calendrier de remise des extractions trimestrielles Santé

En matière d'assurance et de pilotage technique, dans le cas où les délais indiqués ne seraient pas respectés, une pénalité financière à raison de 1,00 % des cotisations annuelles HT au titre du risque, au prorata de la période considérée (= durée du retard) sera appliquée (un retard de 3 mois entraîne une pénalité de $1\% \times 3/12$, soit 0.25%).

Lot 2 :

Sont ajoutés des engagements spécifiques pour le lot 2 **en matière de gestion administrative**, sur ces 2 actes de gestion pour le risque Prévoyance :

- Délai de règlement des prestations Incapacité :
 - Objectif : prestations versées dans les 5 jours ouvrés suivant la réception de l'ensemble des éléments permettant le règlement,

- Pénalité en cas de retard : une pénalité financière à raison de 100€ par dossier en retard sera versée dans la réserve générale
- Réclamation :
 - Objectif : Lors de la réception d'une réclamation, celle-ci est traitée dans un délai maximal de 10 jours ouvrés. Si l'organisme ne peut pas traiter l'intégralité de la réclamation sous 4 jours, le client reçoit une information, puis il est tenu informé du déroulement du traitement de sa réclamation, notamment si le délai nécessaire dépasse les engagements pris.
 - Pénalité en cas de retard : une pénalité financière à raison de 50 € par jour et par dossier en retard sera versée dans la réserve générale

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

12.2 Pénalités pour non-conformité des formalités relatives au travail dissimulé

Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, si le Titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du même code, il pourra lui être appliqué, après mise en demeure restée sans effet, une pénalité journalière de 100 € HT, dans la limite des amendes encourues, en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5, et de 10 % du montant du marché.

12.3 Modalités de mise en œuvre

Quelle que soit la cause des pénalités, elles seront retenues sur les factures suivantes.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, l'ONF pourrait les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution du marché.

Lorsque le retard dans l'exécution est imputable à l'ONF, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard n'entraînant aucune pénalité pour le Titulaire.

13 DROIT, LANGUE

Le présent marché est soumis au droit français.

En cas de différend, il est fait application des dispositions du Chapitre 8 du CCAG-FCS.

Dans le cas où un accord amiable ne pourrait intervenir, tout litige est soumis au tribunal administratif de Melun:

Tribunal administratif de Melun
43 r Général de Gaulle, 77000 Melun
01 60 56 66 30 - greffe.ta-melun@juradm.fr

14 ASSURANCE

Le Titulaire du marché doit avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeurera en cours de validité pendant la durée d'exécution du marché, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés au personnel de l'ONF ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant à l'ONF ou à des tiers à l'occasion des prestations, objet du marché.

Le Titulaire s'engage à souscrire une assurance suffisante et doit produire à toute demande de l'ONF une attestation mise à jour de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

15 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le Titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

15.1 Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

15.2 Travail clandestin

Le Titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution du marché, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le Titulaire du marché s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles L 143-3, L 143-5, et L 620- 3 du code du travail relatifs au travail clandestin.

Les dispositions du présent article s'appliquent en cas de sous-traitance.

15.3 Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché seront conformes à la réglementation en vigueur.

16 PIÈCES ET ATTESTATIONS À FOURNIR

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution du marché, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : www.actradis.fr

17 RESILIATION DU MARCHE

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique, et conformément aux dispositions du Chapitre 7 du CCAG FCS

L'acheteur peut résilier le marché public et les contrats d'assurance qui s'y rattachent s'il ne trouve pas d'accord avec le titulaire sur les variations de prix des cotisations.

Lorsque le Titulaire décide de faire usage de la faculté de résiliation du marché prévue à l'article L. 113-12 du code des assurances, il informe l'acheteur de son intention de résiliation au minimum 6 mois avant l'échéance annuelle du contrat. En cas de non-respect de ce délai de préavis, l'Acheteur pourra s'opposer temporairement à la résiliation et exiger le maintien du contrat d'assurance pendant 6 mois, compte tenu de la nécessité d'assurer une continuité dans la couverture des risques à assurer au regard des enjeux de service public en cause, le temps d'organiser une nouvelle procédure de mise en concurrence pour la mise en place d'un nouveau marché public, conformément à la jurisprudence du Conseil d'Etat du 12 juillet 2023 .

18 DEROGATION AU CCAG

Par dérogation à l'article 1er du CCAG-FCS, le présent CCATP ne comporte aucun récapitulatif des dérogations apportées au CCAG-FCS.

En cas de contradiction entre les stipulations du présent CCATP et celles du CCAG-FCS, les premières prévalent sur les secondes.